



Créé par des militants CGT et FSU

« *La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat* » Henri Krasucki



reconstruire le bloc populaire de résistance et de reconquête

Nous sommes une association de caractère syndical qui s'est fixé pour objectif de participer à la reconstruction des outils et moyens de défense et de reconquête du monde du travail.

En partant du constat de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons depuis des décennies nous tirons les enseignements suivants :

- les grandes heures de conquêtes (1936, 1945, 1968) combinent indissociablement l'intervention des travailleurs ET dans le champ syndical ET dans le champ politique donnant une traduction concrète aux exigences de la Charte d'Amiens visant à assumer **la double besogne** : défense revendicative ET visée du changement radicale de société de caractère anti-capitaliste.

- Lutter contre les seuls effets de l'exploitation capitaliste et l'aggravation des inégalités et REFUSER de se donner pour objectif la fin de cette exploitation, l'expropriation des propriétaires des grands moyens de production et d'échange c'est ce condamner aux reculs sans fin et aux défaites car comme le montre toute l'histoire ouvrière les capitalistes ne renoncent jamais à annuler ce qu'ils ont du concéder sous la pression des luttes.

- D'autant que le capitalisme et ses crises, l'accumulation d'énormes moyens de destruction, les dépenses considérables d'armement au détriment des investissements utiles pour les populations et les peuples (santé, éducation, dépendance, culture, environnement, nature ...), les guerres impérialistes comme au Moyen-Orient organisent le chaos et menacent l'humanité elle-même et sa survie.

- Se référer à la Charte d'Amiens se fixant pour objectif l'expropriation capitaliste et appartenir à la Confédération européenne des Syndicats (CES) courroie de transmission de l'Union européenne et soutien du capitalisme est totalement incompatible.

Comme l'inscription dans le cadre d'une Union européenne outil institutionnel du capital .

- Résister et rassembler à partir des profondes revendications du monde du travail (salaires, emploi, conditions de travail, santé ...) est une nécessité en s'adressant prioritairement aux salariés, précaires, sans emploi sans aucune concession aux syndicats jaunes comme la CFDT, aux accompagnateurs de la crise du système et aux campagnes médiatiques visant à justifier la remise en cause de TOUS nos conquies ! Construire le TOUS ENSEMBLE est également une nécessité. La stratégie des luttes, le manque de confédéralisation, l'éparpillement des combats et des calendriers est un obstacle à ce TOUS ENSEMBLE.

Mais ce dernier ne peut résulter que de la combinaison des luttes au plus près et de la bataille idéologique pour démasquer les véritables objectifs de l'oligarchie en montrant la cohérence d'ensemble de son projet destructif.

- Au plan politique la victoire provisoire du macronisme résulte de la prise en compte par l'oligarchie et les grands médias à son service (9 milliardaires possèdent les grands organes de presse) de l'épuisement de l'alternance entre la droite et le parti socialiste sans amélioration durable pour les couches populaires, au contraire.

- La stratégie d'union de la gauche à visée prédominante électorale qui a conduit à cette situation d'alternance constitue elle-même un échec profond qu'il convient absolument de ne pas reproduire pour enfin conduire le mouvement populaire à des victoires sociales et politiques.

- Contraintes par la vitalité des luttes ouvrières de reconnaître l'existence des syndicats (loi de 1884 autorisant les syndicats) la bourgeoisie n'a jamais renoncé à les domestiquer afin de conforter le système, son pouvoir et ses privilèges. L'institutionnalisation recherchée offrant des débouchés et des carrières à une bureaucratie syndicale vise à la fois à l'intégration de l'activité syndicale aux objectifs et aux besoins du patronat et à la rupture entre activité revendicative et projet/utopie de transformation de la société

Cette tentative menace l'ensemble du mouvement syndical et au plus profond c'est la perspective assumée anti-capitaliste de transformation radicale de la société qui constitue l'antidote à cet enlisement.

- Le récent appel du Comité Confédéral National de la CGT qui est le parlement du syndicat nous semble à la fois aller dans le bon sens et par ailleurs nécessiter de sortir du vague sur une question essentielle.

Cette déclaration du 7 février dernier en appelle effectivement à la convergence des luttes se heurtant à la logique financière et boursière avec pour objectifs : les 32 heures, l'augmentation des salaires, des droits nouveaux et la défense des services publics, à partir des situations concrètes de chaque secteur.

Le lien étant explicitement fait avec l'action pour « un autre projet de société de progrès social ».

Mais c'est là que réside le flou !

Car quel est le contenu de cet autre projet de société quand on sait qu'au 45^e congrès confédéral de 1995 l'objectif qui précisait dans les statuts antérieurs, que

*« "S'inspirant dans son orientation et son action des principes du syndicalisme démocratique de masse et de classe qui dominent l'histoire du mouvement syndical français, la CGT s'assigne pour but la **suppression de l'exploitation capitaliste**, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange." !*

Cette précision parfaitement claire étant remplacé par le vague objectif de lutter contre les conséquences de l'exploitation et non plus sa suppression.

Sous la pression des réalités sociales qui expriment plus que jamais l'affrontement irréconciliable entre la bourgeoisie et le monde du travail, des bases combattives confrontées à l'exploitation et au mépris de classe des évolutions positives internes se font jour dans la CGT.

Ce qui explique le dénigrement systématique dont elle est l'objet de la part des forces et médias dominants, de tous ceux qui à l'intérieur de la CGT comme à l'extérieur s'inquiètent de cette tendance à renouer avec les fondamentaux de classe de l'organisation et à s'engager résolument dans le combat pour la défense des conquises ET pour la transformation anti-capitaliste de la société.

C'est donc bien ce combat qu'il convient par le débat et l'action de mener jusqu'au bout !

Pour adhérer au Front syndical de Classe :

Adhésion individuelle : 36 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier : Jacky OMER/FSC 11 rue de Tivoli 13005 MARSEILLE -

Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à

frontsyndical.classe@laposte.net

courriel : frontsyndical.classe@laposte.net